

« Pérenniser la convention »

Accueillir, écouter et accompagner toute personne confrontée à une assuétude, les missions de l'ASBL Phénix sont parfois méconnues. Ce mercredi, au sein de son centre de jour implanté à Jambes, l'effervescence était de mise. Puisque Philippe Courard, secrétaire d'État à l'intégration sociale (PS), a visité les locaux et écouté des témoignages de « stagiaires » fréquentant le centre. Rejoint par Éliane Tillieux, ministre wallonne de l'action sociale et de l'égalité des chances (PS), tous deux ont pu mieux comprendre le quotidien et l'utilité d'une telle structure. La visite a aussi été l'occasion de faire part de revendications quant aux subsides.

Parmi les services proposés, il existe depuis 2001 un projet pilote d'insertion socioprofessionnelle, proposant aux stagiaires diverses formations ou ateliers (cuisine, rénovation de bâtiment, me-

nuiserie, horticulture, informatique, etc.) Un service subsidié en outre par la Région wallonne et le fédéral. « *La convention qui nous lie est annuelle. Nos travailleurs reçoivent donc chaque année un préavis. De plus, engager de l'argent sans document écrit est risqué*, explique Leonardo Di Bari, directeur de Phénix. *Nous espérons donc une pérennisation de la convention ainsi qu'une révision du montant du subside, inchangé depuis 2004* ».

Après la présentation de la situation administrative et financière du projet, l'heure était au bilan. « *Il n'y a pas eu de promesses, mais on ne s'attendait pas à des miracles. Nous voulions surtout qu'ils puissent voir et entendre les personnes concernées* », conclut le directeur. Philippe Courard interpellera les ministres Onkelinx (PS) et Milquet (CDH) sur l'importance d'une solution quant à la pérennisation

du subside. Quant à Éliane Tillieux, en attente de l'application du décret assuétudes de 2009, cette dernière a déjà annoncé son retour prochain au sein de l'ASBL. ■ LAURA LAVIS

TÉMOIGNAGE

J'ai tout perdu « Grande consommatrice d'héroïne, j'ai perdu trois emplois, mes amis, ma confiance et ma fierté. Je suis ici depuis un an par mesure judiciaire. En suivi individuel, j'ai appris à parler de moi. Avec le groupe, des mots ont été mis sur mes difficultés. Dans le cadre de la réinsertion socioprofessionnelle, j'ai suivi une formation en bâtiment et en horticulture. Je ne consomme plus et au mois de juillet, je recommencerai à travailler. » SOPHIE,

STAGIAIRE (PRÉNOM D'EMPRUNT)

www.lesoir.be

22/04/2010